

# Fondation pour la Solidarité

## FICHE – PARTENARIAT

### 1. Le partenariat

*La question n°1* .....

.....

#### 1.1 Définition du type de partenariat (Spécifiez en quelques lignes) :

Il s'agit d'un partenariat entre une entreprise sociale (Co-labor) et les syndicats (OGB-L et LCGB).

#### 1.2 Composition du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Co-labor s.c. : coopérative d'insertion socioprofessionnelle et les deux syndicats interprofessionnels OGB-L (socialiste) et LCGB (socio-chrétien)

#### 1.3 Date du début du partenariat :

1995

#### 1.4 Date de fin de partenariat :

toujours en cours

#### 1.5 Motivations initiales de lancement de ce partenariat par l'initiateur / par les partenaires (Désignez les et spécifiez les) :

Pour Co-labor : - une des missions pédagogiques qu'elle s'est donnée dans sa mission sociale de favoriser l'insertion sur le premier marché de l'emploi des demandeurs d'emploi éloigné de l'employabilité est d'apporter d'une part une vision réelle de la situation des travailleurs au sein d'une entreprise (y compris dans la relation de représentativité par la délégation du personnel, ...) et d'autre part de porter à leur connaissance les notions les plus importantes relatives au droit du travail, ainsi qu'aux principes coopératifs;

- Etablir des relations non conflictuelles avec les syndicats dans le cadre d'une coopérative.

Pour les syndicats : faire des nouveaux membres et être présent dans le secteur horticole et dans le secteur de l'insertion socio-professionnelle.

# Fondation pour la Solidarité

## 1.6 Objectifs du partenariat poursuivi par l'initiateur / par les partenaires (Désignez les et spécifiez les) :

Pour Co-labor : utiliser les négociations liées à la mise en place d'une convention collective de travail comme moyen pédagogique d'information et de formation des salariés en insertion et en parcours d'insertion plus particulièrement aux salariés étrangers.

Faire comprendre au syndicat que les entreprises d'économie sociale ne poursuivent pas d'objectifs lucratifs.

Pour les syndicats : réaliser une convention collective de travail dans une entreprise qui n'en avait pas.

## 1.7 Objectifs propres du partenariat selon l'initiateur / selon les partenaires (Désignez et spécifiez les) :

Finaliser une convention collective de travail au sein de la coopérative d'insertion Co-labor dont l'objectif pédagogique est double : rendre accessible le droit du travail aux personnes en insertion (plus particulièrement aux salariés étrangers qui ne possèdent pas le bagage référentiel du Luxembourg) et réaliser un exercice en grandeur nature de négociation syndicat-patronat qui permet de mieux comprendre le rôle que joue les différents organes.

## 1.8 Mise en œuvre du partenariat et ses étapes (Spécifiez en quelques lignes) :

Nov. 1995 : élection de la délégation du personnel (2 effectifs + 2 suppléants)

Janv. 1996 : mise en présence des représentants de Co-labor et des syndicats

Mars 1996 : définition et mise en commun des objectifs poursuivis

Mars-Avril-Mai 1996 : désignation d'une délégation élargie représentative du personnel (12 personnes), organisation de deux journées d'informations par les syndicats, mise en commun, partage du projet de convention collective reprenant essentiellement les textes de la loi du travail, explication en plusieurs langues

Juin-Juillet 1996 : négociation à orientation pédagogique, implication de l'ensemble du personnel

Septembre 1996 : explication en commun de la convention collective

Décembre 1996 : lors d'une fête signature de la convention collective de travail

Depuis, ce processus est répété tous les deux ans.

## 1.9 Soutien publics ou privés au partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

# Fondation pour la Solidarité

Non.

1.10 Caractéristiques en ressources humaines du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Mobilisation pendant les périodes de « négociation » (qui sont des moments privilégiés pour permettre aux salariés de comprendre le droit du travail et pour pouvoir le transmettre à leurs collègues) d'une délégation élargie (12 salariés + 2 secrétaires syndicaux + 3 personnes de la direction).

1.11 Caractéristiques financières du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

pas applicable

1.12 Périodicité de l'évaluation du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Tous les deux ans lors de l'établissement d'une nouvelle convention collective.

1.13 Contrôle des objectifs du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Le contrôle s'effectue essentiellement dans le cadre d'un processus continu « au quotidien » lorsque des salariés interpelle la délégation du personnel, le service social de Co-labor, la direction ou les syndicats sur une question relative à leur droit.

1.4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

# Fondation pour la Solidarité

<b>2. Lieu du partenariat</b>
2.1 Pays :
Luxembourg
2.2 Ville / village (Soulignez et spécifiez) :
Luxembourg
2.3 Commune / quartier (Soulignez et spécifiez) :
Belair/entrée ouest de la Ville
2.4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :
Non

# Fondation pour la Solidarité

## 3. Identités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°3 doit permettre de donner l'identité de celui qui a eu l'idée de lancer ce partenariat, de celui qui a eu le rôle moteur au départ.*

### 3.1 Nom

Co-labor sc

### 3.2 Adresse

105, route d'Arlon L-1140 Luxembourg

### 3.3 Téléphone

(+ 352) 44 78 83

### 3.4 E –mail

adm.pds@co-labor.coop

# Fondation pour la Solidarité

## 4. Identités des partenaires du partenariat

*La question n°4 doit permettre de donner l'identité de ceux qui ont accepté, sur proposition de l'initiateur, de se lancer dans le partenariat. L'idée de base qui sous-tend cette différence entre l'initiateur du projet de partenariat, d'un côté, et, de l'autre côté, les autres partenaires*

### 4.1 Nom

OGB-L Confédération syndicale indépendante du Luxembourg

### 4.2 Adresse

60, Bd J. F. Kennedy L – 4002 Esch-sur-Alzette

### 4.3 Téléphone

(+ 352) 5405 45 268 (Romain Daubenfeld)

### 4.4 E – mail

[ogb-l@ogb-l.lu](mailto:ogb-l@ogb-l.lu)

### 4.1a Nom

LCGB Lëtzebuenger Chrëschtleche Gewerkschafts-Bond

### 4.2a Adresse

11, rue du Commerce L- 1351 Luxembourg

### 4.3a Téléphone

# Fondation pour la Solidarité

(+ 352) 49 94 24 235 (Alexandra Bertemes)

4.4a E – mail

[lcgb@euromail.lu](mailto:lcgb@euromail.lu)

# Fondation pour la Solidarité

## 5. Secteur d'activités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°5 doit permettre de voir dans quel secteur d'activités économiques et sociales évolue l'initiateur du projet du partenariat.*

5.1 L'initiateur du projet de partenariat a-t-il ses activités dans le secteur primaire ou secondaire ou tertiaire (Soulignez et spécifiez)

Coopérative d'insertion socioprofessionnelle active dans le secteur des jardins et espaces verts.

5.2 Y a-t-il d'autres données significatives à relever et non couvertes par la question précédente et qui sont importantes à dire (oui ou non et expliquer) ?

Réelle entreprise ouverte sur le champs de la concurrence mais qui, à l'instar des coopératives sociales italiennes, consacre 30% de ses moyens humains et financiers à son objectif social d'insertion.

# Fondation pour la Solidarité

## 6. Secteur d'activités des partenaires du partenariat

*La question n°-6 doit permettre de voir dans quel secteur d'activités économiques et sociales évoluent les autres partenaires du projet du partenariat.*

6.1 Les autres partenaires du projet de partenariat ont-ils leurs activités dans le secteur primaire, secondaire ou tertiaire (Soulignez et spécifiez)

6.2 Y a-t-il d'autres données significatives à relever et non couvertes pas la question précédente et qui sont importantes à dire (oui ou non et expliquer) ?

# Fondation pour la Solidarité

## 7. Particularités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°7 doit permettre de voir si des données étrangères ou contextuelles au lancement du partenariat et à sa mise en œuvre - situation économique et financière, situation de l'emploi, situation géographique – ont eu une influence pour le lancement et la mise en œuvre du projet de partenariat pour et par l'initiateur du projet*

### a. situation économique et financière

#### a. 1 Capital de départ :

Capital de départ : (19'360,88 € au 31/12/2002) (2'404,55 € lors de la création 04/1983)

#### a. 2 Chiffres d'affaires ou Budget de fonctionnement :

Chiffre d'affaires 2'313'419,94 €, budget 2'819'528,46 € au 31/12/2002)

#### a. 2 Total de l'actif :

875'331,58 €

#### a. 3 Subventions internationales / subventions nationales / subventions régionales. (Soulignez et désignez les) :

Subventions européennes 2002 :   Projet ESTRA : 38'132,28 €

Projet NTIC's (programme EQUAL): 43'000 €

Projet Grengue Kuerf (FSE) : 20'166,61 €

101'298,89 €

subventions nationales :   Ministère de la Famille 246'402,23 €

Ministère du travail et de l'emploi (Conv.) : 148'736,11 €

Ministère du Travail et de l'Emploi (Fonds de l'emploi) 20'166,61 €

Ministère de la Promotion Féminine (Act. Positive) : 9'853 €

425'157,95 €

# Fondation pour la Solidarité

a. 4 Hauteur des subventions par rapport au capital de départ / au chiffres d'affaires ou budget de fonctionnement / au total de l'actif (Soulignez et spécifiez) :

Capital social :  $526'456,84/19'360,88 = 27,19\%$   
Chida :  $526'456,84/2'313'419,94 = 22,75\%$   
Budget annuel :  $526'456,84/2'819'528,46 = 18,67\%$   
Total de l'actif :  $526'456,84/875'331,58 = 60,14\%$

a. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Voir feuille annexe ratio et rapport d'activité 2002 pages 61, 62 et 63

## b. situation de l'emploi

b. 1 Nombre de personnes employées :

95 (85 salariés et 10 stagiaires en formation)

b. 2 Statut des personnes employées :

55 CDI, 25 CDD, 20 Contrat aidé

b. 3 Composition par nationalité :

55% luxembourgeois, 45% étrangers (dont majorité belges, français allemand), 12 nationalités différentes

b. 4 Composition par tranche d'âge :

16-25 ans : 29%, 25- 35 : 38% , 35-45 ans : 21% >45 ans : 12%

b. 5 Composition par sexe :

# Fondation pour la Solidarité

femmes : 26 (28%), hommes : 69 (72%)

b. 6 Taux d'affiliation :

à la sécurité sociale : 85 personnes (87%)

b. 7 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## c. situation géographique

c. 1 Dans une zone urbaine / dans une zone rurale / dans une zone industrielle (Soulignez et spécifiez) :

Luxembourg, ville

c. 2 Dans une zone à forte concentration humaine / à moyenne concentration humaine / à faible concentration humaine (Soulignez et spécifiez) :

80.000 habitant (ville) 450.000 habitants (pays)

c. 3 Dans une zone à forte concentration de population immigrée / à moyenne concentration de population immigrée / à faible concentration de population immigrée (Soulignez et spécifiez)

167.000 immigrés soit 37, 6% de la population totale (essentiellement en provenance de EU 15)100.000 travailleurs frontaliers.

Au niveau de la situation sur le marché du travail : 38% de luxembourgeois et 62% d'étrangers.

c. 4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

## d. caractéristiques environnementales

### d. 1 conditions d'accès à l'embauche : Pour le Luxembourg

#### d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

oui pour le secteur public

#### d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):

oui dans le secteur public mais possibilité simple d'équivalence ou de reconnaissance d'un diplôme au Luxembourg

#### d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :

oui sur demande au Min. de l'éducation nationale sur base d'une copie certifiée conforme du diplôme accompagnée d'une traduction si il y a lieu

#### d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :

le Min de l'éducation nationale pour reconnaître une formation doit être consulté sur le contenu et la méthode d'évaluation de la formation.

#### d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):

Cf directives européennes

#### d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :

une voire deux des trois langues usuelles (Fr, Lu, Allemand) sont demandées le plus souvent: L'étude « Baleine », nom donné par le Centre d'enquête intercommunautaire SESOPI, a démontré que le français (96% de la population) est la langue la plus répandue après vient l'allemand (81%)

#### d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):

# Fondation pour la Solidarité

Non.

d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non (il existe des contrats bilatéraux entre les pays pour éviter les doubles impositions)

d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):

permis de travail et permis de séjour pour les non ressortissants de l'UE

d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

**d. 1 conditions d'accès à l'embauche : Pour CoLabor**

d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

non (obtention du permis de travail nécessaire)

d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non, mais un soutien est apporté pour faire reconnaître les diplômes au Luxembourg

d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Les formations organisées par Co-labor ou celles menées à l'extérieur permettent le plus souvent d'améliorer les chances d'insertion professionnelle, elles ne s'accompagne pas d'une augmentation du salaire

# Fondation pour la Solidarité

d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):

non (sauf permis de travail pour les non communautaires. Les postes en insertion sont réservées aux résidents

d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):

permis de travail et permis de séjour pour les non ressortissants de l'UE

d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **d. 2 conditions légales de lutte contre les discriminations négatives**

d. 2. 1 Existe-t-il un cadre légal national / régional / local (Soulignez et spécifiez) :

Au niveau national :

- Article 111 de la constitution- Loi du 09 août 1980 : ratification de la Convention de New York sur l'élimination de toutes formes de discrimination
- Loi du 19 juillet 1997 : portant sur la définition de la discrimination.

Au niveau Local :

- Quelques Communes ont mis en place une Commission consultative ayant dans ses

# Fondation pour la Solidarité

attributions la lutte contre les discriminations.

d. 2. 2 Ce cadre légal, au différent niveau de pouvoir, est-il accompagné de mesures financières (Soulignez et spécifiez) :

Pas à notre connaissance.

d. 2. 3 Avez eu recours à ce cadre (Affirmation ou négation) :

Non.

d. 2. 4 Les raisons sont-elles politiques / sociales / culturelles / économiques / médiatiques (Soulignez et spécifiez) :

N'entre pas de le cadre de nos activités en général ni dans le cadre de ce partenariat.

d. 2. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **d. 3 mesures des autorités publiques favorisant l'intégration des populations immigrées**

d. 3. 1 Existe-t-il un cadre légal national / régional / local (Soulignez et spécifiez) :

- loi du 27 juillet 1993 relative à l'intégration des étrangers et dans le cadre de cette loi (voir texte de loi en annexe) :
- Conseil national pour étrangers (organe sous tutelle du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la jeunesse)
- Commissariat du gouvernement aux étrangers
- Au niveau local, obligation de mise en place de Commission consultative pour étrangers (commission paritaire luxembourgeois, étrangers) ayant pour mission de faciliter l'intégration des étrangers.

Mise en place d'une Commission parlementaire spéciale sur les questions d'immigration

d. 3. 2 Ce cadre légal, au différent niveau de pouvoir, est-il accompagné de mesures financières (Soulignez et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

Oui

Principalement sous la forme de convention avec les organismes oeuvrant dans le cadre de la loi du 27 juillet 1993.

d. 3. 3 Avez eu recours à ce cadre (Affirmation ou négation) :

non

d. 3. 4 Les raisons à ce recours à ce cadre sont-elles politiques / sociales / culturelles / économiques / médiatiques (Soulignez et spécifiez) :

d. 3. 6 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **e. politique de responsabilité sociale de l'initiateur du projet de partenariat**

e. 1 A-t-il développé une politique de responsabilité sociale (Affirmation ou négation et spécifiez les raisons) :

Oui

Depuis sa création, Co-labor considère qu'elle assure une responsabilité sociale (la réinsertion des personnes sans emploi) dans un cadre d'entreprise (une coopérative active dans le secteur jardins et espaces verts).

Qui est renforcé par :

- Inscription dans l'article 3 des statuts de Co-labor de son attachement au développement durable et socialement responsable.
- Une priorité aux activités et services respectueux de l'environnement (culture biologique, tri des déchets, recyclage, ...)
- Inscrit dans le paysage associatif luxembourgeois, participation au CA de plusieurs ONG
- Soucieux de l'égalité des genres

e. 2 A-t-il à son actif un label social, un code de bonne conduite, des bilans sociaux, etc. (Soulignez et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

Participation à l'expérimentation de mise au point du bilan sociétal (1996 – 1998).  
Son rapport annuel comprend un large descriptif de son action sociale (voir rapport 2002).

e. 3 Participe-t-il à des programmes d'intérêt social au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez)

Oui.

Européen: programmes en cours : EQUAL, LEONARDO, Mesures préparatoires, GRUNDTVIG, Article 6, etc participe à des projets européens depuis 1994 qui permettent de financer des activités sociales (essentiellement formatives) que les activités économiques seules ne pourraient financer.

Membres de plusieurs réseaux : Cecop, Ensie, ESTRA, Res-e-Net Europe.

National: Programme d'insertion sociale et professionnel (Ministère de la Famille et de la Solidarité sociale), programme de formation pour femmes sans emploi (FSE, Ministère du travail), projet de logement supervisé (Ministère de la Famille et de la solidarité sociale), Initiateur de la plate-forme « économie sociale et solidaire » regroupant la plupart des structures actives dans l'insertion socio-professionnelle.

Local (Ville d'Esch s/Alzette) : Parc régional « Terre Rouge » (mise au travail de demandeurs d'emploi dans le cadre de la valorisation du patrimoine naturel, industriel et culturel notamment au niveau des friches industrielles.

e. 4 Participe-t-il à des programmes d'intérêt économique au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez) :

Oui. Interreg (en introduction) sur une étude de faisabilité, entre autre économique, de création d'une structure transnationale de type coopératif (SCE) pour la conquête en commun de marchés publics et privés à destination d'un consortium d'entreprises sociales d'insertion belges , françaises et luxembourgeoise dont CO LABOR est co-fondateur.

e. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

# Fondation pour la Solidarité

## 8. Particularités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°8 doit permettre de voir si des données étrangères ou contextuelles au lancement du partenariat et à sa mise en œuvre - situation économique et financière, situation de l'emploi, situation géographique – ont eu une influence pour la mise en œuvre du projet de partenariat pour les partenaires du projet .*

### a. situation économique et financière : OGB-L (obédience socialiste)

#### a. 1 Capital de départ :

non communiqué

#### a. 2 Chiffres d'affaires ou Budget de fonctionnement :

24.960.800 €(cotisations des membres)

#### a. 2 Total de l'actif :

non communiqué

#### a. 3 Subventions internationales / subventions nationales / subventions régionales. (Soulignez et désignez les) :

Défraiement pour la participation aux organes requérant la participation des syndicats (chambre de travail, tripartite , ...).

#### a. 4 Hauteur des subventions par rapport au capital de départ / au chiffres d'affaires ou budget de fonctionnement / au total de l'actif (Soulignez et spécifiez) :

pas d'objet

#### a. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Premier syndicat interprofessionnel en terme d'adhérents

# Fondation pour la Solidarité

<b>b. situation de l'emploi</b>
b. 1 Nombre de personnes employées :
82
b. 2 Statut des personnes employées :
Contrat à durée indéterminée
b. 3 Composition par nationalité :
pas communiquée dans le détail mais 12 nationalités sont représentées.
b. 4 Composition par tranche d'âge :
pas communiqué
b. 5 Composition par sexe :
pas communiqué
b. 6 Taux d'affiliation :
pas communiqué
b. 7 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :
Première force syndicale Plus de 52 000 adhérents répartis au sein des 16 syndicats professionnels 1590 délégués élus dans les délégations de personnel lors des élections sociales du 12

# Fondation pour la Solidarité

novembre

2003 (soit 60% de la représentation syndicale au niveau national)

## c. situation géographique

c. 1 Dans une zone urbaine / dans une zone rurale / dans une zone industrielle (Soulignez et spécifiez) :

Présent au niveau national

c. 2 Dans une zone à forte concentration humaine / à moyenne concentration humaine / à faible concentration humaine (Soulignez et spécifiez) :

pas applicable

c. 3 Dans une zone à forte concentration de population immigrée / à moyenne concentration de population immigrée / à faible concentration de population immigrée (Soulignez et spécifiez)

c. 4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## d. caractéristiques environnementales

### d. 1 conditions d'accès à l'embauche

d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

non

d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Les formations sont toutes valorisées, encouragées mais uniquement celles imposées par le syndicat à ses employés peuvent être prise en compte pour la carrière de la personne.

d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):

non, il existe une antenne du syndicat dans les trois pays frontaliers.

d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :

connaissance de deux langues usuelles au minimum (F, L, D) dans certains secteurs par exemple la construction,, le nettoyage la connaissance du portugais est un avantage.

d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):

En principe avantage au résidents

d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **e. politique de responsabilité sociale de l'initiateur du projet de partenariat**

e. 1 A-t-il développé une politique de responsabilité sociale (Affirmation ou négation et spécifiez les raisons) :

# Fondation pour la Solidarité

Participe au sein de la Confédération européenne des syndicats au développement et à l'implantation au Luxembourg de la norme SA 8000 qui garantit des conditions de travail sûres, digne et décentes.

C'est une des raisons d'existence du syndicat.

e. 2 A-t-il à son actif un label social, un code de bonne conduite, des bilans sociaux, etc. (Soulignez et spécifiez) :

un code de bonne conduite

e. 3 Participe-t-il à des programmes d'intérêt social au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez)

Européen : à travers la Confédération des syndicats ; est aussi partenaire dans deux projets européens sur la formation sociale.

e. 4 Participe-t-il à des programmes d'intérêt économique au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez) :

non

e. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

**a. situation économique et financière : LCGB (syndicat chrétien)**

a. 1 Capital de départ :

non communiqué

# Fondation pour la Solidarité

a. 2 Chiffres d'affaires ou Budget de fonctionnement :

16'720.000 € (cotisations des membres, jetons de présence et tentièmes des secrétaires syndicaux)

a. 2 Total de l'actif :

non communiqué

a. 3 Subventions internationales / subventions nationales / subventions régionales. (Soulignez et désignez les) :

Défraiement pour la participation aux organes requérant la participation des syndicats (chambre de travail, tripartite , ...).

a. 4 Hauteur des subventions par rapport au capital de départ / au chiffres d'affaires ou budget de fonctionnement / au total de l'actif (Soulignez et spécifiez) :

pas d'objet

a. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Premier syndicat interprofessionnel en terme d'adhérents

## **b. situation de l'emploi**

b. 1 Nombre de personnes employées :

22 secrétaires syndicaux, 19 personnel administratif

b. 2 Statut des personnes employées :

Contrat à durée indéterminée

# Fondation pour la Solidarité

## b. 3 Composition par nationalité :

6 nationalités sont représentées, majorité de luxembourgeois.

## b. 4 Composition par tranche d'âge :

pas communiqué

## b. 5 Composition par sexe :

pas communiqué

## b. 6 Taux d'affiliation :

pas communiqué

## b. 7 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Plus de 38 000 adhérents répartis au sein de 10 fédérations professionnelles  
489 délégués élus lors des élections sociales de novembre 2003 dans les délégations de personnel (18,5% de la représentation nationale)

## c. situation géographique

c. 1 Dans une zone urbaine / dans une zone rurale / dans une zone industrielle (Soulignez et spécifiez) :

c. 2 Dans une zone à forte concentration humaine / à moyenne concentration humaine / à faible concentration humaine (Soulignez et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

c. 3 Dans une zone à forte concentration de population immigrée / à moyenne concentration de population immigrée / à faible concentration de population immigrée (Soulignez et spécifiez)

c. 4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **d. caractéristiques environnementales**

### **d. 1 conditions d'accès à l'embauche**

d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :

pas communiqué

d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

connaissance de deux langues usuelles au minimum (F, L, D).

d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

## **e. politique de responsabilité sociale de l'initiateur du projet de partenariat**

e. 1 A-t-il développé une politique de responsabilité sociale (Affirmation ou négation et spécifiez les raisons) :

Ce que nous demandons aux employeurs de respecter, nous sommes tenus de l'appliquer en interne, c'est une question de déontologie.

e. 2 A-t-il à son actif un label social, un code de bonne conduite, des bilans sociaux, etc. (Soulignez et spécifiez) :

non

e. 3 Participe-t-il à des programmes d'intérêt social au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez)

Non communiqué.

# Fondation pour la Solidarité

e. 4 Participe-t-il à des programmes d'intérêt économique au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez) :

non

e. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

# Fondation pour la Solidarité

## 9. Benchmarking

*La question n°9 doit permettre.....*  
.....

9.1 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement social de l'initiateur du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Par le biais de ce processus, il y a une pression à ce que Co-labor respecte strictement le droit, une grande confiance à ce sujet est partagée par l'ensemble des salariés, une grande transparence existe.

9.2 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement social des partenaires du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Pour les syndicats la prise en compte que les structures de l'économie sociale ne s'inscrivent pas dans le schéma habituel des relations syndicats-entreprises leur permet d'intégrer une démarche plus partenariale dans cette approche. Ils substituent dans le cadre de cette relation privilégiée une démarche participative à la démarche « revendicative ».

9.3 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement économique de l'initiateur du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

9.4 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement économique des partenaires du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

9.5 Ce partenariat a-t-il sensibilisé les autorités publiques européennes, nationales, régionales, locales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

9.6 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

Non.